

Rapport du Conseil d'administration de Groupe Baumgartner Holding SA au sujet de l'offre publique d'acquisition de Behr Bircher Cellpack BBC Industrie-Holding AG

A. Contexte de l'offre

Le 27 février 2008, Groupe Baumgartner Holding SA a publié ses résultats 2007 et l'aboutissement proche de deux projets d'acquisition industriels conformes à sa stratégie de développement annoncée depuis 2006.

Le 29 février 2008, Behr Bircher Cellpack BBC Industrie-Holding AG («BBC» ou l'«Offrante») a communiqué qu'elle détenait, de concert avec AMG Substanzwerte Schweiz Fonds, Rofin GmbH et M. Erhard Lee, 33'295 actions nominatives de Groupe Baumgartner Holding SA, représentant 25,61% du capital-actions.

Le 29 février 2008, l'Offrante a communiqué aux médias électroniques diffusant des informations financières l'annonce préalable d'une offre publique d'acquisition qu'elle avait l'intention de lancer sur les titres se trouvant en mains du public de Groupe Baumgartner Holding SA. Cette annonce préalable a été partiellement relayée par les médias électroniques le 29 février 2008. Elle a ensuite été publiée intégralement dans *Le Temps* et dans la *Neue Zürcher Zeitung* le 5 mars 2008.

Le 25 mars 2008, BBC a publié le prospectus détaillant son offre publique d'acquisition portant sur toutes les actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 70.- chacune de Groupe Baumgartner Holding SA en mains du public (l'«Offre»). Selon ce prospectus, BBC offre pour chaque action de Baumgartner le montant de CHF 417.-. Le prospectus a été complété le 8 avril 2008.

Le 8 avril 2008, BBC a communiqué qu'elle portait son Offre pour chaque action de Baumgartner au montant de CHF 460, sous déduction du montant brut qui pourrait être nécessaire pour refléter d'éventuels éléments dilutifs tels que décrits dans l'Offre. Simultanément, BBC a communiqué la dissolution du groupe organisé annoncé le 29 février 2008. Au surplus, BBC a annoncé avoir acheté 11'194 actions à Rofin GmbH et Erhard Lee. BBC a en outre indiqué que AMG Substanzwerte Schweiz Fonds avait accepté l'Offre à concurrence de 12'914 actions. La modification du prospectus sur ces points a été publiée le 11 avril 2008.

B. Recommandation du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration (le «Conseil») de Groupe Baumgartner Holding SA («Baumgartner») a examiné de manière approfondie l'Offre soumise par BBC aux actionnaires de

Baumgartner. Le Conseil est parvenu à la conclusion que l'Offre, non sollicitée, reflète de manière insuffisante la valeur de Baumgartner. Le prix offert, même augmenté à CHF 460.-, est très insuffisant (voir sur ce point chapitre C 1). Unanime, le Conseil d'administration considère que l'Offre n'est pas dans l'intérêt des actionnaires et il leur recommande de ne pas offrir leurs actions aux conditions de l'Offre.

Le Conseil et la direction de Baumgartner sont d'avis que les activités actuelles de Baumgartner peuvent générer plus de valeur en faveur de ses actionnaires que le prix de l'Offre proposé. En continuant de mettre en œuvre sa stratégie de développement industriel dans le domaine de l'emballage flexible, Baumgartner dispose des moyens financiers permettant la réalisation d'acquisitions soigneusement ciblées d'entreprises dont l'activité est complémentaire à celle de sa filiale, la Compagnie Franco Suisse SAS («CFS»). Ainsi que Baumgartner l'a communiqué depuis fin 2006 et en dernier lieu dans son communiqué de presse du 27 février 2008, soit avant la publication de l'annonce préalable de l'Offre, des démarches sont en voie d'aboutir concrètement par l'acquisition de deux entreprises basées en Europe et présentant des complémentarités et synergies avec les activités de la CFS. Le Conseil et la direction de Baumgartner estiment que la poursuite de cette stratégie est dans le meilleur intérêt de Baumgartner et de ses actionnaires. Sur la base des résultats existants de Baumgartner et des sociétés dont l'acquisition est projetée, l'expert PricewaterhouseCoopers a d'ailleurs considéré dans son attestation d'équité indépendante que l'offre d'acquisition faite par BBC n'est «pas juste et équitable d'un point de vue financier».

Le Conseil souligne par ailleurs que le prix par action offert par BBC sera réduit du montant brut d'éventuels éléments dilutifs qui surviendraient avant l'exécution de l'Offre tels que paiement de dividendes ou réduction de capital par exemple. Il rappelle avoir annoncé qu'il proposerait à l'assemblée générale le paiement d'un dividende et qu'il se réserve de poursuivre le programme initié en 2007 de restitution partielle des liquidités sous forme de réduction du capital-actions.

Par conséquent, et pour les motifs plus amplement détaillés ci-dessous, le Conseil d'administration, à l'unanimité, recommande aux actionnaires de Groupe Baumgartner Hol-

ding SA de rejeter l'Offre, non sollicitée, de BBC et de ne pas offrir leurs actions aux conditions de cette Offre, dès lors qu'elle est largement inférieure à la valeur réelle des actions.

C. Motifs et éléments essentiels fondant la prise de position du Conseil

Pour décider de la recommandation ci-dessus, le Conseil d'administration a pris en considération de nombreux facteurs, notamment les éléments principaux suivants:

1. Le prix de l'Offre ne reflète pas la valeur économique réelle de l'entreprise

Selon l'attestation d'équité indépendante émise le 14 avril 2008 par PricewaterhouseCoopers, chaque action nominative de Baumgartner peut être évaluée à un prix variant entre CHF 550.- et CHF 630.- compte tenu des acquisitions décrites sous ch. 2 ci-dessous.

Le texte résumé de l'attestation d'équité indépendante est reproduit ci-dessous:

«Le conseil d'administration du Groupe Baumgartner Holding SA a chargé PricewaterhouseCoopers SA, en tant qu'expert indépendant, d'établir une attestation d'équité sur l'adéquation de l'offre d'achat d'un point de vue financier. La Fairness Opinion du 14 avril 2008 arrive à la conclusion que l'offre d'achat proposée aux actionnaires du Groupe Baumgartner Holding SA n'est pas juste et équitable d'un point de vue financier».

Le texte intégral de l'attestation d'équité peut être obtenu gratuitement (voir H ci-après).

Sur cette base, le Conseil considère, comme il a déjà eu l'occasion de l'indiquer dès l'annonce de l'Offre, que le prix de l'Offre est très insuffisant.

D'autre part et sur le plan industriel, le Groupe Baumgartner dispose de bases solides pour se développer grâce à sa stratégie mise en œuvre depuis fin 2006 et augmenter significativement sa rentabilité (voir également 2.5 ci-après).

2. L'Offre entrave le développement industriel de Baumgartner et met en danger ses projets actuels

2.1 Rappel des activités entreprises

En 2003, Baumgartner a entrepris une restructuration qui s'est terminée mi-2006. Cette restructuration a essentiellement consisté en:

- la vente des activités de Baumgartner Fibertec SA (2003);
- la conclusion d'une fusion avec INAPA Suisse SA pour les activités de commerce de papier (Baumgartner Papiers SA) (2004);
- le désengagement de la participation dans la société Litofán SA, Barcelone (2004);
- la vente par étapes des immeubles devenus non nécessaires à l'exploitation (2004-2006);
- la cession d'ELCO Papiers SA et de sa filiale Eurobloc SAS (2006).

Ces efforts ont permis de désendetter totalement Baumgartner et de générer des liquidités importantes qui ont en partie été restituées aux actionnaires à hauteur de CHF 3'900'000.- sous forme d'une réduction du capital intervenue en 2007. Il est dans l'intention de Baumgartner de poursuivre cette politique et de générer des cash flows libres positifs au cours des cinq prochaines années qui pourraient permettre à l'avenir de procéder à d'autres opérations de rémunération du capital en faveur des actionnaires.

En 2007, la revente avec bénéfice de la participation détenue dans INAPA Suisse SA a clairement achevé le recentrage de Baumgartner dans le secteur de l'emballage flexible.

Le 27 février 2008, Baumgartner a communiqué au public:

- que divers projets de rapprochements industriels avaient été analysés très en détail durant l'exercice 2007;
- qu'une lettre d'intention avait été signée, sous réserve de *due diligence* (audits de vérification), en vue de l'acquisition de deux entreprises européennes rentables et en croissance du secteur, dont la clientèle et les moyens technologiques sont complémentaires à ceux de la CFS.

2.2 Entraves créées par l'offre

Selon l'ordonnance sur les OPA, depuis l'annonce préalable d'une offre publique d'acquisition et durant la période de l'Offre, le conseil d'administration n'est momentanément plus compétent pour décider, notamment, de l'acquisition d'actifs pour une valeur ou à un prix représentant plus de 10 pour cent de la somme du bilan. L'annonce préalable de l'Offre, intervenue deux jours après l'annonce par Baumgartner d'une perspective très concrète d'acquisitions, restreint la marge de manœuvre du Conseil d'administration pour réaliser rapidement la conclusion d'opérations conformes à la stratégie mise en œuvre et communiquée aux actionnaires dès fin 2006.

Suite à la *due diligence* réalisée, le Conseil est d'avis que les acquisitions envisagées et la poursuite de la stratégie de consolidation dans le domaine de l'emballage alimentaire en Europe contribueront à augmenter immédiatement la valeur de Baumgartner, ainsi que l'expose PricewaterhouseCoopers dans son attestation d'équité (voir C.1 ci-dessus).

2.3 Conséquences néfastes de l'OPA sur les projets d'acquisitions

Le contexte actuel de l'Offre et les restrictions voulues par l'Offrante entravent actuellement la poursuite des acquisitions envisagées. La communication de tous les détails des transactions envisagées et, notamment, le nom et la localisation géographique des sociétés concernées avant la conclusion du contrat d'achat se heurte à un engagement de confidentialité et à la protection des intérêts des propriétaires actuels de ces entreprises. Si la transaction était rendue publique avant d'être définitivement exécutée, les sociétés concernées – qui sont rentables et en croissance – subiraient un préjudice opérationnel et financier considérable au cas où l'acquisition ne viendrait en définitive pas à chef du fait de l'OPA. Leurs propriétaires craignent, à juste titre, les conséquences négatives inévitables si les clients, employés et fournisseurs venaient à savoir prématurément que ces sociétés sont en voie d'être vendues. Il est donc légitime que les actionnaires actuels des sociétés concernées refusent que la transaction soit portée à la connaissance du public à ce stade. De surcroît et selon les usages, Baumgartner est liée par une obligation de confidentialité qui lui fait interdiction de divulguer le nom et des éléments qui permettraient de rendre les sociétés reconnaissables. Cette obligation vaudra jusqu'à ce que l'exécution des accords soit rendue possible (voir chapitre 2.4 ci-après).

Pour les raisons évoquées ci-dessus et dans le respect des intérêts des propriétaires et entreprises concernées, Baumgartner n'est pas en mesure de fournir à l'Offrante, à propos de la transaction concernée, d'autres informations que celles qui ont été communiquées au public. En outre, la concrétisation de l'acquisition ne sera pas possible aussi longtemps que l'Offre subsiste. Ceci met par conséquent en danger la réalisation de ces opérations qui sont proches de leur aboutissement, ce qui anéantirait l'effort de travail et les coûts engagés par Baumgartner en 2007 et 2008, ainsi que des perspectives de profit pour Baumgartner (voir chiffre 2.5 ci-après). En outre, la crédibilité de Baumgartner en vue d'autres acquisitions en souffrirait grandement.

2.4 Mesures de préservation des intérêts de Baumgartner

Baumgartner envisage de signer prochainement avec les actionnaires actuels des sociétés concernées un contrat d'achat d'actions dont l'exécution serait conditionnée notamment:

- à l'approbation de la transaction par la Commission des OPA sous la forme d'une exception (art. 4 OOPA) aux règles prohibant, notamment, l'acquisition d'actifs pour une valeur ou à un prix représentant plus de 10 pour cent de la somme du bilan; ou
- à la caducité, au retrait ou à l'échec de l'Offre (et à l'absence d'autre offre publique d'acquisition sur les titres de Baumgartner).

Les acquisitions actuellement envisagées seraient ainsi assurées pour le cas où l'Offre n'aboutirait pas et seraient au contraire caduques en cas d'aboutissement de l'Offre. L'issue de l'Offre ne serait ainsi pas liée à la signature des acquisitions projetées par le Conseil. En revanche, l'exécution de ces acquisitions serait liée au non-aboutissement de l'Offre. Une telle démarche du Conseil ne serait donc d'aucune manière de nature à entraver l'Offre. Si l'Offre échoue, la poursuite de la stratégie d'acquisition mise en œuvre par Baumgartner pourra être réalisée. Le Conseil publiera une communication et complètera le présent rapport si cette éventualité se concrétise.

2.5 Informations économiques relatives aux acquisitions projetées

Depuis 2006, Baumgartner a communiqué à diverses reprises sa volonté d'expansion et sa stratégie de développement dans l'emballage flexible au plan européen. Cette stratégie repose notamment sur l'acquisition ciblée de sociétés complémentaires situées en Europe. Une vingtaine de projets de rapprochement industriel ont été analysés. En date du 27 février 2008, soit avant le lancement de l'OPA en cours, Baumgartner a communiqué la signature d'une lettre d'intention en vue de l'acquisition de deux entreprises européennes du secteur, dont la clientèle et les moyens technologiques sont complémentaires aux siens [ci-après les entreprises «A» et «B»].

L'entreprise «A», qui serait acquise à 100%, a réalisé un chiffre d'affaires de € 8 Mio et un résultat opérationnel EBITDA de € 1,35 Mio (CHF 12,6 Mio / CHF 2,1 Mio) au cours de son dernier exercice, soit une rentabilité opérationnelle (17%) supérieure à la moyenne dans ce secteur d'activité. Cette entreprise qui dispose d'un historique de résultats performants n'a pas de dettes financières et dispose d'une trésorerie positive. Ses ac-

tivités spécialisées dans l'emballage flexible alimentaire sont complémentaires à celles de CFS et des économies opérationnelles concrètes ont déjà pu être identifiées, notamment dans le domaine des achats de matières premières.

Des négociations avancées sont également poursuivies, avec le même cercle d'actionnaires, pour aboutir d'ici au 30 juin 2008 à l'acquisition par étapes de l'entreprise «B», société sœur active dans l'emballage flexible qui réalise € 8 Mio de chiffre d'affaires et € 0,9 Mio d'EBITDA (CHF 12,6 Mio / CHF 1,4 Mio) pour des marchés et applications techniques complémentaires.

La combinaison des activités industrielles de Baumgartner avec ces deux entreprises renforcerait les positions respectives auprès des clients et fournisseurs sur le marché européen et permettrait des échanges de savoir-faire technologique. Les dispositions contractuelles permettraient d'assurer la transition nécessaire avec les actionnaires actuels jusqu'en 2010. Par ailleurs, d'autres projets attractifs sont en cours de négociation. La réalisation (Closing) complète de ces deux opérations est prévue d'ici au 30 juin 2008, sous réserve des tractations finales (entreprise «B») et des contraintes et délais posés par l'OPA en cours.

A titre de comparaison et en tenant compte du budget 2008 de Baumgartner et des deux entreprises concernées, le Conseil est d'avis que la réalisation des deux acquisitions projetées pourrait conduire aux résultats projetés suivants (en millions de CHF):

	Réel 2007	Projection post acquisition à 100%
Chiffre d'affaires consolidé	51,40	79,1 (+53%)
Résultat opérationnel		
EBITDA consolidé	4,57	8,6 (+88%)

Au plan économique, le Conseil estime que la réalisation de ces acquisitions serait donc bénéfique pour Baumgartner, ce qui a été constaté par l'expert indépendant PricewaterhouseCoopers dans le cadre de ses travaux d'évaluation.

D. Conflits d'intérêts

1. Membres du Conseil d'administration et de la direction

Le Conseil d'administration de Baumgartner se compose des personnes suivantes:

- M^e Jean-Philippe Rochat, avocat, domicilié à Epalinges, Président;
- M. Olivier Maillard, lic. HEC Lausanne, expert comptable diplômé, domicilié à Paudex;
- Prof. Dr. Daniel Oyon, professeur HEC Lausanne, domicilié à Cossonay;
- M. Jean-Noël Thélin, ingénieur EPFZ, industriel, domicilié à Lutry.

La direction de Baumgartner est constituée des personnes suivantes:

- M. Claude Romy, économiste d'entreprise HES, expert comptable diplômé, domicilié à Romanel-sur-Lausanne, directeur général;
- M. Stéphane Crettex, lic. HEC Lausanne, domicilié à Lausanne, directeur financier.

2. Conflits d'intérêts potentiels et paiements en cas d'acquisition

a) Absence de conflits d'intérêts

Il n'y a pas de conflits d'intérêts au sens de l'art. 31 OOPA.

Aucun des membres du Conseil n'a été nommé sur la proposition de l'Offrante. Il n'existe aucun accord ou lien particulier entre les membres du Conseil et l'Offrante.

L'Offrante a proposé oralement à deux reprises à M. Claude Romy de diriger le groupe qui résulterait de la combinaison des activités détenues par l'Offrante (Cellpack Packaging) et Baumgartner. M. Romy a décliné cette proposition. D'autre part, il a indiqué au Conseil vouloir quitter la société de son propre chef, si l'Offre venait à aboutir. Dès lors que tous les membres du Conseil et de la direction de Baumgartner sont entièrement indépendants de l'Offrante, aucune mesure particulière n'a été prise. Il est toutefois précisé que la recommandation du Conseil est fondée, parmi d'autres éléments, sur l'attestation d'équité indépendante délivrée le 14 avril 2008 par PricewaterhouseCoopers (voir C.1 ci-dessus).

b) Actions et options détenues par des membres du Conseil d'administration et de la Direction

Au jour du présent rapport,

- M^e Jean-Philippe Rochat est propriétaire de 508 actions de Baumgartner, soit 0,39% du capital-actions et des droits de vote;
- M. Olivier Maillard est propriétaire de 30 actions de Baumgartner, soit 0,023% du capital-actions et des droits de vote;
- Prof. Dr. Daniel Oyon est propriétaire de 41 actions de Baumgartner (dont une à titre fiduciaire), soit 0,032% du capital-actions et des droits de vote;

- M. Jean-Noël Thélin est propriétaire, à titre fiduciaire, d'une action de Baumgartner;
- M. Stéphane Crettex est propriétaire de 156 actions Baumgartner, soit 0,12% du capital-actions et des droits de vote;
- Dimension Corporate Finance SA (société détenue à 100% par M. Claude Romy) est propriétaire de 236 actions de Baumgartner, soit 0,18% du capital-actions et des droits de vote;
- Mme Camilla Rochat (épouse de M^e Jean-Philippe Rochat) est propriétaire de 218 actions, soit 0,17% du capital-actions et des droits de vote.

Les membres du Conseil et de la direction ont l'intention de conserver leurs actions Baumgartner et de ne pas les proposer à l'acquisition dans le cadre de l'Offre.

c) Paiements faisant suite à des situations de changement de contrôle

Les membres du Conseil ne sont liés à Baumgartner par aucun contrat qui prévoirait le versement d'indemnités spéciales pour le cas où ils viendraient à être remplacés avant l'expiration de leur mandat, par exemple en cas de changement de contrôle, notamment à la suite du succès d'une offre publique d'acquisition.

Pour la mise à disposition des services de M. Romy, Dimension Corporate Finance SA et Baumgartner sont liées depuis 2003 (début de la restructuration) par un contrat de mise à disposition de personnel dirigeant dont la mise à jour la plus récente a été signée au début de l'année 2007. Depuis 2003, ledit contrat a été reconduit d'année en année. Il stipule qu'il peut être résilié en tout temps avant l'échéance, moyennant un préavis de six mois donné par Baumgartner et moyennant un préavis de trois mois donné par M. Romy. Le contrat précise encore que, sauf résiliation dans les délais précités, le mandat sera reconduit pour un semestre supplémentaire. Pour la mise à disposition des services de M. Romy, Dimension Corporate Finance SA facture à Baumgartner le montant forfaitaire fixe de CHF 25'000 par mois (TVA en sus). Ce montant inclut toutes les charges sociales (AVS, Caisse de retraite, assurances accidents, maladie). En fonction de la mesure des objectifs fixés annuellement par le Conseil d'administration de Baumgartner, Dimension Corporate Finance SA peut, pour la mise à disposition des services de M. Romy, percevoir des honoraires variables annuels liés à l'atteinte des objectifs fixés d'un

montant pouvant aller jusqu'à CHF 300'000 maximum. Il n'y a pas de clauses particulières pour le cas d'un changement de contrôle.

Le contrat de travail conclu entre Baumgartner et M. Crettex prévoit le versement d'un salaire fixe de CHF 175'500 (avant charges sociales) et, sur la base de l'atteinte d'objectifs personnels fixés en relation avec le cahier des charges, d'une prime de CHF 20'000 – 30'000 par exercice annuel. Ladite prime est payable en deux parties, après revue semestrielle des objectifs par le directeur général. Des frais de représentations forfaitaires annuels de CHF 10'000 sont en outre pris en charge. Le délai de résiliation est de 3 mois pour les deux parties. Il n'y a pas de clauses particulières pour le cas d'un changement de contrôle.

3. Contrats avec l'Offrante

A ce jour, il n'existe aucun contrat, convention ou arrangement entre Baumgartner et l'Offrante concernant l'Offre.

E. Intentions des actionnaires détenant plus de 5% des droits de vote

Au jour du présent rapport, les actionnaires suivants détiennent plus de 5% des droits de vote (que ceux-ci puissent être exercés ou non):

– Banque Cantonale		
Vaudoise, Lausanne	21'670	16,67%
– Behr Bircher Cellpack		
BBC Industrie-		
Holding AG, Villmergen,		
société contrôlée		
économiquement par		
Prof. Dr. Giorgio Behr	20'381	15,68%
– AMG Substanzwerte		
Schweitz Fonds	12'914	9,93%

Behr Bircher Cellpack BBC Industrie-Holding AG est l'Offrante.

L'Offrante a indiqué que AMG Substanzwerte Schweiz Fonds a accepté l'Offre.

Interpellé par le Conseil d'administration de Baumgartner, en date du 10.04.2008, la BGV a déclaré qu'elle n'entendait pas donner une suite favorable à l'offre du 25.03.2008, révisée le 08.04.2008, de BBC.

F. Mesures de défense

Baumgartner n'a pas l'intention, à ce stade, de prendre des mesures dites de défense. Comme le Conseil l'a exposé ci-dessus (C.1), le projet d'acquisition annoncé le 27 février 2008 a avancé, mais n'a pas été conclu de façon à lier Baum-

gartner. Si un contrat devait être conclu, il le serait, ainsi que cela a été mentionnée précédemment, de manière à ce que la transaction envisagée ne puisse être exécutée qu'en cas d'échec de l'Offre, de façon à ce que l'Offrante puisse, en relation avec ladite transaction, constater l'aboutissement de l'Offre sans devoir renoncer à la condition h) publiée dans son prospectus du 25 mars 2008. Par conséquent, le Conseil estime que la conclusion d'un tel contrat, qui serait dûment communiquée le moment venu, ne constituerait pas une mesure de défense au sens de la loi sur les bourses et de ses dispositions d'application. Au contraire, la conclusion d'un tel contrat serait légitime pour ne pas mettre en danger la bonne marche des affaires actuelles de Baumgartner.

G. Comptes audités de Groupe Baumgartner Holding SA au 31 décembre 2007

Baumgartner a publié le 2 avril 2008 son rapport annuel pour 2007. Ledit rapport peut être téléchargé sur le site internet de Baumgartner: (http://www.baumgartnerholding.ch/ff/presse/Rapport_2007_WEB_YV.pdf).

Le patrimoine, les conditions financières, la rentabilité et les perspectives commerciales de Baumgartner n'ont pas changé de manière substantielle depuis la publication du dernier rapport annuel.

H. Obtention du texte intégral de l'attestation d'équité

Le texte intégral de l'attestation d'équité de PricewaterhouseCoopers, établie le 14 avril 2008, incorpore les résultats audités de l'exercice 2007 et le budget 2008 de Baumgartner; l'attestation peut être consultée en ligne à l'adresse www.baumgartnerholding.ch, ou être obtenue sur simple demande adressée à:

Groupe Baumgartner Holding SA,
Direction financière
12, rue de la Vernie, case postale 145
1023 Crissier
Tél. 021 637 76 00 – Fax 021 637 76 14

Lausanne, le 15 avril 2008
Pour le Conseil d'administration:
Jean-Philippe Rochat, Président

Cette publication contient certaines appréciations se rapportant à l'avenir, utilisant notamment les mots «pense», «prévoit», «part de l'idée», «est

d'avis», ou des expressions similaires. De telles appréciations se rapportant au futur sont sujettes à des risques connus et inconnus, des incertitudes et à d'autres facteurs pouvant conduire au fait que les résultats, la situation financière, le développement ou la performance effectifs de la société pourraient varier de manière substantielle par rapport à ceux retenus de manière expresse ou implicite dans cette publication. Le lecteur est invité à tenir compte de ces incertitudes. La société n'est pas tenue de réévaluer ses appréciations ou de les adapter à des événements ou développements ultérieurs.